

IDÉES/

Rapport Stora: en finir avec la guerre d'Algérie

Grand spécialiste de cette période, l'historien retrace non seulement soixante ans de débats franco-algériens, mais aussi franco-français, avec ses méandres et ses fractures. Et surtout il propose une foison de propositions très diverses et concrètes.

Benjamin Stora vient de remettre, ce mercredi 20 janvier à 17 heures, son «Rapport sur les questions mémorielles portant sur la colonisation, et la guerre d'Algérie» au président de la République, Emmanuel Macron. Le rapport était attendu, comme ses conclusions et préconisations. Il est dense, riche et d'une qualité historiographique impressionnante. Le grand spécialiste de l'Algérie retrace, dans celui-ci,

soixante ans de débats franco-algériens, mais surtout franco-français sur les méandres et les fractures de ce récit dans nos mémoires. Nous savons déjà, qu'au regard de ce travail de synthèse remarquable, les éditions Albin Michel vont le publier sous la forme d'un livre le mois prochain.

Il rappelle en préambule que ces «conflits» sont liés depuis des décennies au fait que chacun a voulu choisir une mémoire ou

un «camp», alors que, précise-t-il, *«tout groupe appartenant à cette histoire est spécifique, mais aucun n'est exceptionnel et nul ne doit être placé au-dessus des autres»*. Il a fondamentalement raison, c'est cette capacité à penser toutes les mémoires, de manière inclusive, qui permettra de structurer un récit commun sur cette histoire commune. Car les mémoires, elles, resteront parcellaires.

En outre, appréhender l'histoire de la guerre, c'est aussi regarder *«sur la temporalité très longue d'une présence coloniale française»*, c'est donc replacer – précise Benjamin Stora – ce conflit si spécifique dans l'histoire coloniale et dans sa globalité. Il faut aussi tenir compte de la relation si particulière avec l'Algérie, en lien avec la présence migratoire en France (7 millions de personnes sont liées, par leur histoire, à l'Algérie), mais aussi avec l'importance diplomatique et économique du pays (premier marché africain pour les exportations françaises).

Enfin, avant de plonger dans ces recommandations, il rappelle que la «posture» des présidents français a toujours été centrale dans ce long cheminement de la mémoire. Sous le général de Gaulle ou Valéry Giscard d'Estaing, bien entendu, où le silence a dominé, mais aussi avec François Mitterrand après son voyage officiel en décembre 1981 en Algérie qui va conduire à l'initiative du 29 septembre 1982 de Pierre Mauroy qui fera polémique, présentant un projet de loi symbolique de la volonté de François Mitterrand, de pardonner aux ultras de l'Algérie française (avec la réintégration de huit généraux putschistes d'avril 1961). L'opposition fut telle que l'article 49.3 fut nécessaire pour faire passer le texte de loi dans son intégralité.

Il faudra attendre Lionel Jospin pour que le 10 juin 1999 l'Assemblée nationale reconnaisse enfin le terme de «guerre d'Algérie» pour définir explicitement cette période de l'histoire. Dans la foulée, Jacques Chirac s'empare lui aussi de la question et inaugure à Paris (quai Branly,

face à «son» musée), le 5 décembre 2002, un «mémorial national» à la mémoire des soldats français morts en Algérie, au Maroc et en Tunisie de 1952 à 1962.

Il retrace ensuite les enjeux de mémoire et de conflit, notamment autour de la date «commune» de commémoration du conflit, du projet de musée nostalgique sur la colonisation (à Marseille) abandonné par Nicolas Sarkozy, du projet de la municipalité de Montpellier sur l'Algérie (également arrêté) et surtout de loi sur la «colonisation positive» de février 2005 et son article 4 qui fit scandale et qui sera déclassé par le Conseil constitutionnel en janvier 2006. Tout au long de son rapport, Stora montre que la guerre des histoires et des mémoires, en France comme avec l'Algérie, a été un long fleuve non tranquille. Il rappelle le *«consensus impossible»* autour de la commémoration de la fin de cette guerre, la manière d'écrire une histoire commune et encore moins de trouver les fondements d'une *«réconciliation»*. Il rappelle notamment qu'à la veille du voyage présidentiel de Nicolas Sarkozy en Algérie (après avoir donné aux Algériens le plan des mines posées pendant la guerre d'Algérie, aux frontières algérienne et marocaine), sera inauguré, en décembre 2007, un *«mur des victimes du FLN»*, à Perpignan. Et même si des gestes importants ont existé, comme la condamnation en 2005 des «massacres» de mai 1945 par deux ambassadeurs français, la difficulté de faire émerger une politique cohérente est évidente. Dans ses propositions, Benjamin Stora ne recommande pas une loi mémorielle qui *«entraverait tout exercice critique de l'histoire»*, précise-t-il. De même, il ne recommande pas un *«grand discours»* présidentiel mais il pense qu'il est *«nécessaire d'emprunter d'autres chemins»* pour bâtir *«une juste mémoire»*. Il demande à ce que nous regardions les enjeux dans d'autres pays à cet égard, comme au Japon ou en Afrique du Sud. Aucune réponse simple à un sujet intimement complexe. Et il a raison. Pour guider ce travail majeur et massif, il propose de créer, comme axe central de ses propositions, une «Commission mémoire et vérité» (s'inspirant directement de l'Afrique du Sud), avec pour priorité de soutenir les commémorations (19 mars, 25 septembre, ...

ŒIL DE WILLEM



●●● 17 octobre) et le recueil des mémoires. Dans ce cadre, il propose une stèle de l'émir Abdelkader pour commémorer le 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie en 2022, d'établir un guide des disparus (des deux camps et notamment ceux d'Oran en juillet 1962), de dresser un inventaire des lieux des essais nucléaires en Algérie et leurs conséquences, de partager les archives (avec un travail en profondeur et de numérisation dans la continuité de l'accord de coopération datant du 6 mars 2009 entre nos deux pays), de faciliter le déplacement des harkis et de leurs familles entre la France et l'Algérie, de faire l'histoire des camps d'internement en France des Algériens (il y en a quatre), de soutenir l'idée que des noms de rues mettent en exergue des Français d'Algérie, de restituer les corps et restes de nos musées, de développer la coopération universitaire, de restituer plusieurs objets symboliques, de faire un travail foncier dans les manuels scolaires mais aussi la colonisation (le message est clairement à l'intention du ministre actuel de l'Education nationale!) et, même, de relancer le projet de musée à Montpellier. Un véritable programme...

Il propose, également, de faire un travail commun de médiation (réédition de livres, de films de cinéma ou de documentaires) car pour l'historien *«l'outil audiovisuel est un instrument décisif pour la préservation des mémoires»* comme cette année l'a démontré le succès sur France 2 du documentaire *Décolonisations. Du sang et des larmes*. Et, de manière très spécifique, il insiste sur des gestes politiques forts, touchant en particulier les personnalités politiques du nationalisme algérien assassinées (comme l'avocat Ali Boumendjel) – mais il ne parle pas de l'action secrète de la Main rouge.

Enfin, et surtout, actes forts et symboliques, il propose d'organiser dès cette année au Musée national de l'histoire de l'immigration (MNHI) – qui va commémorer le 90^e anniversaire de l'Exposition coloniale – un grand exposé sur le passé colonial avec un colloque sur les décolonisations. Et, enfin, de faire entrer au Panthéon une personnalité symbole de la réconciliation des mémoires (Gisèle Halimi).

Beaucoup de choses donc dans ce rapport. Plus qu'un discours,

Benjamin Stora recommande donc des actes concrets qui *in fine «fabriquent»* une politique pour aller au-delà des guerres de mémoires, au-delà du conflit entre la France et l'Algérie (parce que, écrit-il joliment, *«l'histoire n'a pas de nationalité»*), pour qu'enfin la *«réconciliation attendue»* ouvre sur la possibilité du passage d'une mémoire communautaire à une mémoire commune.

De tout cela que retiendra le président de la République, Emmanuel Macron, qui qualifiait lors de la campagne pour la présidentielle de 2017, la colonisation de *«crime contre l'humanité»*? Dans ces propositions – à la fois riches, prudentes et ambitieuses – les choses les plus concrètes sans doute (des *«actes symboliques»* annonçant l'Elysée): une grande exposition au MNHI (une proposition qui a néanmoins déjà disparu de la synthèse qu'a faite l'AFP mercredi à 16 heures...), la stèle de l'émir Abdelkader, les restitutions à l'Algérie de l'épée de l'émir Abdelkader et du canon de Baba Merzoug, l'enquête sur les disparus et la transparence sur la disparition de l'avocat Ali Boumendjel, mais aussi la libre circulation des harkis et leurs familles...

La question des archives, des programmes scolaires ou la mise en place d'une Commission mémoire et vérité seront sans aucun doute plus complexes à mettre en œuvre... De fait, l'entourage du Président souhaite *«une démarche de reconnaissance»*, mais pas de *«repentance»*, ni d'*«excuses»*. Pour le président de la République, ce «programme» permettrait, de fait, d'initier des fondations pérennes pour une vérité politique publique pour qu'enfin ce passé puisse passer. ◆

Par

PASCAL BLANCHARD



Historien, chercheur-associé au CRHIM (Lausanne). Il vient de copublier *Décolonisations françaises. La chute d'un Empire* (la Martinière, 2020).



PHILOSOPHIQUES

Par

FRÉDÉRIC WORMS

Professeur de philosophie à l'Ecole normale supérieure

Trump déchu: l'heure de la vérité a sonné

Le président sortant américain a été châtié deux fois par le réel qu'il a nié: celui de la pandémie comme celui des élections.

A l'heure où j'écris ces lignes cela n'a pas encore tout à fait eu lieu, mais on peut penser que, lorsqu'elles paraîtront, Donald Trump aura quitté la Maison Blanche. Et on peut dire qu'il en aura été chassé par la vérité. Cette même vérité qu'il a osé attaquer: elle est venue deux fois solennellement se venger. Comme dans un drame tragique. Comme dans *Dom Juan*, ce Dom Juan que la statue du Commandeur vient enfin punir au cimetière. Et même si dans notre réalité l'enjeu est plus grave encore, car le drame n'est pas encore joué, loin de là!

Deux fois châtié par la vérité, ce président? Oui. Car il l'a été une première fois par le réel qu'il a nié. Par la pandémie, à qui il faut rendre grâce, au moins, sur ce point. Sans elle, sans sa terrible réalité, sans le déni criminel dont elle a fait l'objet, et qui a enfin éclaté, ce «responsable» qui ne l'a pas été ne serait-il pas encore au pouvoir? Le réel s'est vengé. Même si le soupçon n'a pas fini de menacer.

Mais il y a eu une autre vengeance de la vérité. Elle a frappé aussi, sous la forme non plus de la science seulement, mais de la justice et de ses institutions, des tribunaux, électoraux en l'occurrence, et à travers combien de recours et de contestations! Il ne faut d'ailleurs pas opposer ces deux aspects de la vérité. Car dans tous les cas, il y a les faits que l'on établit, et les procédures pour régler les controverses à leur sujet. Il y a aussi des fraudes dans la science, donc des institutions pour les régler. Et, à l'inverse, évidemment, il y a des faits dans les élections! Et les institutions les établissent, tout en réglant les

conflits. Dans les deux cas donc, il y a des faits et des institutions. Ce sont les deux piliers de la vérité. Ils ont tenu, agi, se sont mis en mouvement et, comme la statue de pierre dans *Dom Juan*, ont serré impitoyablement la main du fautif, puni le criminel. Mais à quel prix! Et qui n'est pas réglé contrairement au drame de Molière ou de Mozart. Au-delà même de l'attaque du Capitole qui fait penser à l'incendie du Reichstag, on peut craindre que la menace persiste. On peut redouter que l'aigreur folle du menteur continue à nourrir le soupçon, qui continuera à pourrir la confiance, alors même que le nouveau président a calmement et fermement fondé sa légitimité sur la vérité, et ses deux colonnes.

Le combat n'est pas réglé dans la vie aussi simplement qu'au théâtre. Mais cela ne veut pas dire que le théâtre ne peut pas éclairer la vie. Ce théâtre qui nous manque tant, qui nous apprendrait tant!

Car enfin, comparons ces deux drames et disons un mot de celui de *Dom Juan* qui est en un sens le plus déchirant car il croit, lui, à une des deux formes de la vérité, mais pas à l'autre!

Trump peut continuer à saper l'avenir, avec ceux qui le suivent [...]. Il faut continuer à défendre la science et la justice, le réel et la loi.

C'est moins grave que Trump, mais plus éclairant! Dom Juan, lui, croit à la science. C'est même, dans une scène célèbre et admirable de Molière (acte III, scène I), son seul article de foi. Sganarelle le pousse, le conjure: quoi, vous ne croyez ni à Dieu, ni même au diable, ni même aux médecins (ce sont ceux, il est vrai, «de Molière»!). Cela résonne curieusement aujourd'hui: *«Comment, monsieur, vous êtes aussi impie en médecine!»* Admirable réplique! Mais le vrai article de foi de Dom Juan nous éclaire: *«Je crois que deux et deux sont quatre et que quatre et quatre sont huit.»* Ainsi, il croira à la médecine scientifique, fondée sur les preuves, mais pas aux charlatans, et nous savons que c'est vital! Où est le drame, alors? C'est simple. Dom Juan est un *«grand seigneur méchant homme»*. Son doute l'a entraîné jusqu'à transgresser la morale humaine. Il séduit, il viole. Il ressemble à nos violeurs contemporains. Cela ne fait pas rire. Il croit à la science sans croire aux lois, aux équations mais pas à ce que nous appelons la violation, le danger capital de la vie humaine. C'est pourquoi la statue du Commandeur viendra le punir. Ah, s'il avait respecté non seulement la science, mais la justice!

Mais qu'en sera-t-il de la double félonie du Président qui vient d'être déchu, et bien plus coupable encore que Dom Juan car il a menti, il a violé, jusqu'à la science, la vérité sous toutes ses formes? Il a été puni, mais moins définitivement que Dom Juan. Le Commandeur ne l'a pas emmené aux Enfers. Il peut continuer à hanter et à saper le présent et l'avenir, avec ceux qui le suivent, aux Etats-Unis et dans le monde. Il faut donc continuer à s'y opposer. Défendre sans relâche les deux piliers de la vérité: la science et la justice, le réel et la loi. Ils se mêlent d'ailleurs dans la lutte contre la pandémie où nous avons besoin de la médecine mais aussi de la démocratie, où il faut lutter en même temps sur les deux fronts de la vérité et contre les deux forces qui la menacent. Un combat ne va pas sans l'autre. L'heure de la vérité a sonné, deux fois, à ces deux horloges. Il ne faut pas attendre, mais l'entendre, et avancer. ◆

Cette chronique est assurée en alternance par Michaël Foessel, Sandra Laugier, Frédéric Worms et Hélène L'Heuillet.